

Dossier d'autorisation d'urbanisme

9733112520005

Saint-Laurent Du Maroni - Guyane

Type

Permis d amener

État

Autorisé

Autorisation

26/02/2026

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 03/08/2026 à 21:38 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	9733112520005
Type	Permis d amener
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER ET D'AMENAGEMENT DE LA GUYANE
SIREN / SIRET	824961098 / 82496109800012

Dates du dossier

Dépôt	26/02/2026
Autorisation	26/02/2026
Décision	26/02/2026
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2026-02
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	2026-02

Localisation

Adresse	AVENUE GASTON MONNERVILLE SAINT-LAURENT DU MARONI 97320
Commune	Saint-Laurent Du Maroni (97311)
Département	Guyane (973)
Région	Guyane (03)
Code postal	97320
Parcelles cadastrales	AK 1019, AK 1464, AK 540

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	9db13a09-72a9-4871-b430-13872b4890b3
Première importation	19/05/2026 10:00
Dernière observation	19/05/2026 10:00

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER ET D'AMENAGEMENT DE LA GUYANE (E.P.F.A. GUYANE)	824961098	Société du permis
392097226	392097226	Société liée
KPMG	775726417	Société liée
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SQUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
SALUSTRO REYDEL	652044371	Société liée
BEATRICE ANNE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Président du conseil d'administration
PATRICE NICOLAS PIERRE	-	Autre
DENIS PIERRE GIROU	-	Directeur
CHRISTIAN GUESDON	-	Membre
ROMAIN GÉRARD ROBERT CORNU	-	Membre
GABRIEL SERVILLE	-	Président du conseil d'administration
RODOLPHE FIRMIN ALEXANDRE	-	Président du conseil d'administration

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.